



ONG partenaire officiel de l'UNESCO
(statut de consultation) et
en statut consultatif spécial auprès
de l'ONU-ECOSOC depuis 2012



Un plan d'action pour l'autonomisation des femmes

Conférence internationale organisée par l'Institut Destrée et
la Fondation Millennium2025 Femmes et Innovation, FUPu,
avec le patronage de l'UNESCO en son Siège à Paris,
lundi 3 et mardi 4 décembre 2012

[English p. 25]

Troisième session plénière – Mardi 4 décembre 2012 Des axes stratégiques aux actions concrètes de Millennium2015

Suite aux modifications apportées aux axes stratégiques et à l'introduction concernant la phase des actions concrètes présentée par Philippe Destatte lors de la deuxième session plénière de la conférence Millennium2015, les participant-e-s, par groupe ou individuellement, ont présenté une série d'actions concrètes.

Ces actions sont présentées en respectant un canevas de 10 questions élaboré par Philippe Destatte et qui sera à finaliser:

1. Qui propose l'action ?
2. A quels enjeux répond cette action ?
3. Quelles finalités activent cette action ?
4. A quel niveau de gouvernance se situe-t-elle ? (locale, régionale, nationale...);
5. Quel est son titre ?
6. De quoi s'agit-il ? (en quelques mots, en 5 lignes);
7. Qui pourrait la réaliser (acteurs) ?
8. Quels sont les moyens humains et financiers nécessaires ?
9. En quoi est-ce innovant par rapport à l'existant;
10. Durée de l'action avant impact ?

Certaines actions ont été validées par l'ensemble des participant-e-s, d'autres doivent être approfondies. Certaines actions ont amené à ouvrir des débats sur des questions spécifiques. Certains participant-e-s ont présentés des projets déjà constitués, en cours ou pas, pouvant constituer des actions concrètes.

Tout au long de cet exercice, Philippe Destatte a insisté sur le **caractère novateur** que doit porter l'action concrète.

Formulation des actions concrètes

Action concrète 1

1. Qui propose l'action ?	Solange Goma et la Fondation pour les femmes africaines (France/Congo Brazzaville)
2. A quels axes stratégiques répondent cette action ?	3, 2 et 6
3. Quelles finalités activent cette action ?	Montrer un nouveau modèle de gouvernance
4. A quel niveau de gouvernance se situe-t-elle ?	National
5. Quel est son titre ?	Processus de budgétisation au niveau national selon l'approche genre
6. De quoi s'agit-il ?	Comprendre au niveau de chaque pays, comment est construit le budget national ? Comprendre de quel ministère ou commission ministérielle (commission des finances, instances ministérielles...) provient l'argent destiné aux activités des femmes ? Intérêt : la transparence Intérêt pour les femmes : comprendre comment se construit un budget, comment il est réparti afin que les femmes s'approprient la procédure et soient en mesure de le réclamer (en référence à la remarque d'Annie Matundi Mbambi)
7. Qui pourrait la réaliser (acteurs) ?	Tout le monde, la société civile Les parlementaires par leur soutien
8. Quels sont les moyens humains et financiers nécessaires ?	Coût de communication (plus abordables actuellement) Coût de publication d'une brochure, d'un livret...par pays
9. En quoi est-ce innovant par rapport à l'existant	Mobilisation de masse pour réclamer une budgétisation transparente et clairement compréhensible d'un pays
10. Durée de l'action avant impact ?	Maximum 6 mois car au delà le risque est de sortir de la véracité des propos

Solange Goma fait remarquer que cela existe déjà au Botswana mais la **mobilisation de masse inter-pays** est innovante et peut être plus efficace pour aboutir à des résultats. Par ailleurs, elle insiste sur l'appropriation du système de budgétisation simplifié par les femmes.

Solange Mer (RDC) rappelle qu'il ne faut pas oublier des acteurs : les chefs coutumiers et les chefs de localité. Ils doivent être pris en considération en particulier dans les régions en conflits car les femmes demandent conseil à ces chefs coutumiers et de localité.

Solange Goma répond qu'ils sont à impliquer dans la phase suivante.

Julienne Feza ajoute qu'il s'agit d'une question primordiale dans les pays d'économie populaire qui ont des budgets de rémunération et dont 80% des destinataires sont des hommes. Parallèlement à cette action de budgétisation avec une approche genre, une action de budgétisation du financement de l'économie populaire pourrait être envisagée.

Nicole Gomis Gakou (Sénégal) explique qu'une tentative de ce type a été lancée au Sénégal afin que la population s'imprègne de ce qu'est le budget de l'Etat et sache quelles sont les réelles actions entreprises pour les femmes. Le problème rencontré a été celui de l'incompréhension des agents de l'Etat car le ministère des Affaires étrangères et le ministère des Finances renvoyaient l'initiative au ministère de l'Entrepreneuriat féminin. Elle a déploré l'absence d'appropriation transversale de l'approche genre entre les différents acteurs étatiques.

Action concrète 2

1. Qui propose l'action ?	Julienne Feza et le collectif national des femmes (RDC/Belgique)
2. A quels axes stratégiques répondent cette action ?	5 et 3
3. Quelles finalités activent cette action ?	Rendre les femmes plus responsables de leurs vies, leur permettre de prendre en charge leur autonomisation économique
4. A quel niveau de gouvernance se situe-t-elle ?	Locales grâce aux structures économiques solidaires
5. Quel est son titre ?	Augmenter le capital financier des femmes en accordant des crédits à taux 0% et avec conditions de moralité locales
6. De quoi s'agit-il ?	Augmenter le capital financier des femmes afin qu'elles acquièrent du leadership économique et qu'elles soient des actrices prises en compte dans la société + Rendre les femmes ayant des activités génératrices de revenus (AGR) plus compétitive grâce à un soutien par des microcrédits à taux 0% NB : Le leadership économique amène au leadership politique et scientifique
7. Qui pourrait la réaliser (acteurs) ?	Les femmes ayant des activités génératrices de revenus
8. Quels sont les moyens humains et financiers nécessaires ?	Moyens humains : mobilisation des organisations de femmes pour la création d'un collectif national à finalité économique (aller au-delà de l'aide humanitaire et sociale)
9. En quoi est-ce innovant par rapport à l'existant	Innovation dans la définition des conditions de moralité locales et non occidentales + transposition de la garantie au niveau du collectif avec suivi et assistance avec les spécificités culturelles propres à chaque pays (Ex : en Afrique, les tontines sont un succès alors que l'accès aux banques est un échec)
10. Durée de l'action avant impact ?	Minimum 2 ans avant les premières évaluations

Halima Fodi (Niger) propose de compléter cette action avec un volet alphabétisation car il existe un lien entre l'alphabétisation et les microcrédits. En effet, même si l'alphabétisation des adultes est fonctionnelle, le taux de fréquentation a tendance à diminuer. Pourtant, ils peuvent être maintenus grâce aux microcrédits. Cette action combinerait l'éducation des femmes et des filles et le renforcement économique.

Nicole Gomis Gakou (Sénégal) partage les propos d'Halima Fodi quant à la baisse de la fréquentation. Elle souligne que le problème principal réside dans l'absence d'environnement lettré suite aux classes d'alphabétisation. Par exemple, aucun document en langue alphabétisée n'existe pour l'amélioration du processus de transformation agricole.

Action concrète 3

1. Qui propose l'action ?	Khaliva Oumkheldoum (Mauritanie)
2. A quels enjeux répond cette action ?	4, 5
3. Quelles finalités activent cette action ?	Amener les femmes à connaître leurs droits et ceux de leurs enfants
4. A quel niveau de gouvernance se situe-t-elle ?	National
5. Quel est son titre ?	Vulgarisation de la connaissance du droit des femmes et renforcement de leurs capacités à défendre leurs droits
6. De quoi s'agit-il ?	Sensibiliser les femmes au droit mauritanien et au code du statut personnel mauritanien pour une connaissance de leurs droits dans la sphère privée notamment (fiançailles, divorce, prise en charge des enfants...)
7. Qui pourrait la réaliser (acteurs) ?	Les personnes compétentes en droit familial notamment
8. Quels sont les moyens humains et financiers nécessaires ?	- Moyens humains : 4 avocats, 4 animateurs, 4 coordinateurs - Moyens financiers : 25000€
9. En quoi est-ce innovant par rapport à l'existant	
10. Durée de l'action avant impact ?	

Khaliva Oumkheldoum précise que, en Mauritanie, les femmes et les enfants sont les premières victimes en cas d'abandon par le mari. Le divorce est prononcé oralement. Avec le code du statut personnel, les femmes peuvent réclamer leurs droits et lutter pour son application mais cela doit venir d'elles-mêmes. Elles doivent entreprendre les démarches. Pour cela, il faut qu'elles aient connaissance du code du statut personnel et de leurs droits.

Agatha Ikposhi du Nigéria approuve cette action mais propose un autre niveau de gouvernance : local avec une gouvernance par les femmes et pour les femmes. Des démarches comme cela ont déjà été faites sans succès car le niveau de gouvernance ne permettait pas une réelle appropriation. Le niveau national exige des négociations, implique une forme de propagande alors que le niveau local encourage les femmes au niveau de la base à travailler ensemble pour elles-mêmes.

Marcia Cohen (USA) estime également primordial que les femmes aient une connaissance de leurs droits. Elle signale également que ces droits qui existent doivent être reconnus et exécutés. Elle suggère la mise en place d'un système d'accès à l'aide juridique par la composition d'une équipe internationale d'avocats bénévoles.

Philippe Destatte approuve cette idée et propose à Marcia Cohen de réfléchir à la création d'un **groupe de travail international sur les droits**.

Action concrète 4

1. Qui propose l'action ?	Solange Mer et la Fondation pour les enfants oubliés (RDC)
2. A quels axes stratégiques répondent cette action ?	1, 4, 5
3. Quelles finalités activent cette action ?	Trouver des réponses pour faire évoluer les problèmes et les mécanismes de prise en charge des soins psychologiques
4. A quel niveau de gouvernance se situe-t-elle ?	Local (partout dans les milieux ruraux avec la participation des chefs coutumiers et de localité) puis national et international
5. Quel est son titre ?	Soins et prise en charge des femmes et des filles victimes de violences dues aux guerres
6. De quoi s'agit-il ?	Satisfaire les besoins fondamentaux : redonner confiance grâce à une prise en charge des soins psychologiques, mettre en valeur les savoir-faire, créer des réseaux de femmes relais formées avec l'appropriation de projets issus de communautés locales
7. Qui pourrait la réaliser (acteurs) ?	Tous les acteurs : chefs coutumiers, femmes et hommes
8. Quels sont les moyens humains et financiers nécessaires ?	- Moyens humains : des sensibilisateurs, des techniciens pour former les femmes à améliorer leurs activités, des agronomes pour le développement d'activités agricoles - Moyens financiers : local + apport de bailleurs de fonds pour éviter l'assistanat
9. En quoi est-ce innovant par rapport à l'existant ?	- Lutter contre l'assistanat et développer les activités locales pour permettre aux femmes de rester au village : limiter l'exode rural - Association des AGR et des soins psychologiques - Création de réseau de femmes relais formées qui deviennent par la suite formatrices
10. Durée de l'action avant impact ?	3 ans

Fazal-Ur Rehman (France) souligne l'importance de la protection des filles.

Marie-Nelege Byron (Haïti) évoque le risque qu'un réseau de femmes violées institutionnalise les viols liés à la guerre. Elle propose d'élargir ce réseau de prise en charge de soins psychologiques également aux femmes non victimes de violences. Pour chaque zone, il faudrait un groupe de femmes relais.

Solange Mer a précisé qu'il s'agit d'un réseau de femmes victimes de toutes sortes de violences liées aux guerres

Action concrète 5

1. Qui propose l'action ?	Nicole Gomis Gakou et l'Union des Femmes Chefs d'Entreprise du Sénégal (UFCE)
2. A quels axes stratégiques répondent cette action ?	Action transversale à tous les axes stratégiques avec une spécificité économique
3. Quelles finalités activent cette action ?	Contribuer à la bonne gouvernance et à la transformation des politiques entrepreneuriales des femmes
4. A quel niveau de gouvernance se situe-t-elle ?	
5. Quel est son titre ?	Observatoire de l'entrepreneuriat féminin
6. De quoi s'agit-il ?	Identifier les contraintes à l'entrepreneuriat, trouver des solutions pour les dépasser et collecter des données désagrégées sur l'apport économique des femmes au développement au Sénégal
7. Qui pourrait la réaliser (acteurs) ?	La société civile, le secteur privé et les ONG
8. Quels sont les moyens humains et financiers nécessaires ?	
9. En quoi est-ce innovant par rapport à l'existant	Méthodologie innovante et émergence d'un leadership économique féminin
10. Durée de l'action avant impact ?	Deux ans pour la mise en place puis réflexion pour une pérennisation

Action concrète 6

1. Qui propose l'action ?	Annie Matundu Mbambi et la ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté - WILPF (RDC)
2. A quels enjeux répond cette action ?	2, 3 et 6
3. Quelles finalités activent cette action ?	La paix et la sécurité par la création d'un observatoire sur le genre, la paix et la sécurité en RDC
4. A quel niveau de gouvernance se situe-t-elle ?	Locale, provinciale puis nationale
5. Quel est son titre ?	Vulgarisation de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies
6. De quoi s'agit-il ?	La résolution 1325 de l'ONU a été adoptée en octobre 2000. Bien que primordiale, elle reste méconnue en RDC. Elle est basée sur 3 piliers non appliqués en RDC : participation des femmes, protection et prévention, promotion et autonomisation
7. Qui pourrait la réaliser (acteurs) ?	Les femmes avec la Fédération des Femmes africaines
8. Quels sont les moyens humains et financiers nécessaires ?	Communication : promotion audiovisuelle Actuellement : écriture d'un guide simplifié de la résolution 1325 toujours méconnue en RDC
9. En quoi est-ce innovant par rapport à l'existant	
10. Durée de l'action avant impact ?	3 ans

Solange Goma (France/Congo Brazzaville) suggère de diffuser cette résolution dans les langues nationales via les médias et les moyens de communication locaux : radio, théâtre...

Solange Chetou (Bénin) rappelle que la non application des lois et le non respect des droits est un problème majeur. Elle signale qu'il est difficile de former les femmes en milieu rural sur leurs droits car elles sont "apeurées". La belle-famille pose parfois problème. Elle suggère de donner un complément d'information pour affiner les projets.

Action concrète 7

1. Qui propose l'action ?	La communauté Millennia2015 Haïti
2. A quels macro-enjeux répond cette action ?	7
3. Quelles finalités activent cette action ?	Etablir un dispositif de suivi et d'évaluation propre à Millennia2015 en créant des synergies avec les structures locales
4. A quel niveau de gouvernance se situe-t-elle ?	
5. Quel est son titre ?	Structure et mise en réseau des communautés Millennia2015
6. De quoi s'agit-il ?	Articulation objective des communautés Millennia2015 tout en les rendant opérationnelles au niveau national
7. Qui pourrait la réaliser (acteurs) ?	Les membres des communautés Millennia2015
8. Quels sont les moyens humains et financiers nécessaires ?	- Moyens humains : coordonnateur-trice Millennia2015 - Moyens financiers : formuler des demandes spécifiques aux bailleurs de fonds + autofinancement : prélèvement d'un % sur les actions concrètes des communautés
9. En quoi est-ce innovant par rapport à l'existant	Construction d'un maillage international de veille et de conseil pour un suivi adapté et structuré aux actions de Millennia2015
10. Durée de l'action avant impact ?	Les réseaux et les actions doivent être plus structurés avant l'impact.

Action concrète 8

1. Qui propose l'action ?	La Communauté Millennia2015 Haïti
2. A quels enjeux répond cette action ?	2
3. Quelles finalités activent cette action ?	Intégrer la question du genre à l'école pour la connaissance, le partage et le débat
4. A quel niveau de gouvernance se situe-t-elle ?	National
5. Quel est son titre ?	Intégration de la question genre à l'école
6. De quoi s'agit-il ?	Au niveau primaire, aborder avec les élèves les questions liées au genre et aux discriminations de genres
7. Qui pourrait la réaliser (acteurs) ?	D'abord le corps enseignant et les organisations de la société civile, puis les agences humanitaires et enfin une appropriation par les acteurs étatiques
8. Quels sont les moyens humains et financiers nécessaires ?	
9. En quoi est-ce innovant par rapport à l'existant	
10. Durée de l'action avant impact ?	Projet pilote de 5 ans

Action concrète 9

1. Qui propose l'action ?	Justin Hagen Kakumba (Rwanda)
2. A quels enjeux répond cette action ?	Macro enjeu 2
3. Quelles finalités activent cette action ?	Changer les mentalités, combattre les inégalités hommes-femmes ensemble pour résoudre cette problématique
4. A quel niveau de gouvernance se situe-t-elle ?	Au niveau des membres de la communauté et de la société civile avec le soutien des autorités locales. Ensuite, s'adresser aux directions de chaque école et université.
5. Quel est son titre ?	Création de clubs de genre
6. De quoi s'agit-il ?	Créer un club de genre
7. Qui pourrait la réaliser (acteurs) ?	Dans un premier temps : les bénéficiaires : les élèves avec le soutien de la communauté et grâce à une coordination unique des enseignants par la création d'espaces inclusifs sur le genre
8. Quels sont les moyens humains et financiers nécessaires ?	<ul style="list-style-type: none"> - Moyens humains : mobilisation des membres de la communauté Millennia2015 RDC-GL - Moyens financiers : Faire appel aux bailleurs de fonds pour obtenir des financements
9. En quoi est-ce innovant par rapport à l'existant	Action innovante car : <ul style="list-style-type: none"> - inexistante dans la région; - transformation des croyances discriminatoires par les jeunes, les élèves et les étudiants notamment
10. Durée de l'action avant impact ?	

Action concrète 10

1. Qui propose l'action ?	Julienne Feza et la SOFAD (Belgique/RDC)
2. A quels enjeux répond cette action ?	L'égal accès des jeunes filles et des jeunes garçons aux carrières dans les sciences et les nouvelles technologies
3. Quelles finalités activent cette action ?	Changer les mentalités
4. A quel niveau de gouvernance se situe-t-elle ?	Provinciale (d'abord Kinshasa puis les autres provinces du pays)
5. Quel est son titre ?	Appui aux jeunes filles dans les options maths-sciences
6. De quoi s'agit-il ?	Accéder à la réussite professionnelle et sociale grâce à l'accès aux TIC
7. Qui pourrait la réaliser (acteurs) ?	Membres de la SOFAD et de la FEDE
8. Quels sont les moyens humains et financiers nécessaires ?	- Humains : Les membres des asbl SOFAD et FEDE et la mobilisation de la communauté Millennia2015 RDC-GL - Financiers : rechercher des financements
9. En quoi est-ce innovant par rapport à l'existant	Innovant dans la communication : casser les stéréotypes "sciences sociales et humaines pour les filles" par la diffusion de spots de troupes de théâtre, de groupes de slams, ou autres dans les écoles
10. Durée de l'action avant impact ?	- Trimestre 1 2013 : diffusion des spots à Kinshasa pour sensibiliser les filles des classes de dernière année puis sensibilisation des autres classes - 2015 : évaluation intermédiaire basée sur l'augmentation du nombre de jeunes filles en option maths-sciences

Ce projet est déjà en cours de réalisation.

Action concrète 11

1. Qui propose l'action ?	Annette Ntignoi (Belgique)
2. A quels enjeux répond cette action ?	
3. Quelles finalités activent cette action ?	Développement du leadership et de la participation citoyenne féminine
4. A quel niveau de gouvernance se situe-t-elle ?	Niveau international
5. Quel est son titre ?	Système de mentorat pour la citoyenneté féminine
6. De quoi s'agit-il ?	Accompagnement des femmes dans leur participation citoyenne, apprentissage des règles du jeu et coaching à plusieurs niveaux : santé, enseignement, coopération au développement => Offrir un espace d'échanges et d'actions où les femmes expérimentées accompagneraient les femmes qui en ont besoin
7. Qui pourrait la réaliser (acteurs) ?	Femmes expérimentées, retraitées, etc
8. Quels sont les moyens humains et financiers nécessaires ?	
9. En quoi est-ce innovant par rapport à l'existant	Lien intergénérationnel et interculturel
10. Durée de l'action avant impact ?	Un an renouvelable

Action concrète 12

1. Qui propose l'action ?	Blanche Honvou et la Communauté Millennia2015 Bénin
2. A quels enjeux répond cette action ?	Enjeux 1, 2 et 3
3. Quelles finalités activent cette action ?	Renforcer les capacités des femmes, les perfectionner dans certains domaines : coiffure, couture, photo, etc pour développer des AGR
4. A quel niveau de gouvernance se situe-t-elle ?	Au niveau des organisations de la société civile du Bénin
5. Quel est son titre ?	Voies et moyens pour sortir les femmes de la zone péri-urbaine de Porto-Novo de la violence
6. De quoi s'agit-il ?	Informier, former et permettre aux femmes d'avoir des AGR : - connaissance du droit et des lois existantes (plaquettes informatives à distribuer à partir de janvier 2013 pour la vulgarisation) - sensibilisation à la participation citoyenne et à l'affirmation de la capacité à se réaliser
7. Qui pourrait la réaliser (acteurs) ?	Expert-e-s ayant des notions en gestion d'AGR, en gestion de crédit, etc
8. Quels sont les moyens humains et financiers nécessaires ?	
9. En quoi est-ce innovant par rapport à l'existant	
10. Durée de l'action avant impact ?	4 mois

Ce projet est déjà en cours.

Justin Hagen Kakumba précise que le fait de spécifier la ville et l'arrondissement restreint la vulgarisation du projet.

Blanche Honvou répond que ce projet est spécifique à Porto-Novo mais qu'il pourrait être adapté à d'autres villes.

Action concrète 13

1. Qui propose l'action ?	Khadijetou Cheikh Lo (Mauritanie)
2. A quels enjeux répond cette action ?	Enjeux 1 et 2
3. Quelles finalités activent cette action ?	Assurer une meilleure prise en charge des femmes souffrant de fistule.
4. A quel niveau de gouvernance se situe-t-elle ?	Local avant une généralisation
5. Quel est son titre ?	Prise en charge médicale et réinsertion sociale des femmes souffrant de fistules
6. De quoi s'agit-il ?	Projet en 3 phases : 1. Sensibilisation et recrutement des femmes souffrant de fistules. 2. Opération chirurgicale prise en charge par une association mauritanienne 3. Financement d'AGR pour les femmes opérées et guéries
7. Qui pourrait la réaliser (acteurs) ?	Les ONG et associations locales
8. Quels sont les moyens humains et financiers nécessaires ?	- Financement du développement des AGR = 25000€ - Mise en place d'un plateau technique
9. En quoi est-ce innovant par rapport à l'existant	
10. Durée de l'action avant impact ?	24 mois

Ce projet est déjà en cours. Il est appuyé par UNFPA.

Annie Matundu-Mbambi (RDC) salue ce projet et précise qu'il pourrait être dupliqué en RDC et dans de nombreuses régions d'Afrique.

Action concrète 14

1. Qui propose l'action ?	Mariam Touré et AWODIAG (France)
2. A quels enjeux répond cette action ?	Variables 26, 35, 40, 47, 51
3. Quelles finalités activent cette action ?	Arriver à donner une visibilité aux compétences féminines en diaspora pour : - de meilleurs progrès - une meilleure cohérence
4. A quel niveau de gouvernance se situe-t-elle ?	
5. Quel est son titre ?	Coopérer avec les femmes africaines pour passer à l'action
6. De quoi s'agit-il ?	Quitter la sphère du rêve pour passer concrètement sur le terrain en prenant au vol la déclaration de l'Union Africaine quant à la décennie de la femme africaine (2010-2020) => Créer un répertoire des compétences professionnelles en diaspora : être en contact avec des femmes africaines en diaspora en Asie, en Europe, en Amérique => Se lancer dans une action de lobbying à l'Union Africaine, la banque africaine, l'ONU, etc
7. Qui pourrait la réaliser (acteurs) ?	Femmes africaines en diaspora et femmes sur le terrain pour coopérer (associations de sœurs professionnelles sur le terrain)
8. Quels sont les moyens humains et financiers nécessaires ?	Les femmes africaines en diaspora (AWODIAG) et les organismes partenaires (association de femmes africaines en diaspora présentes sur le terrain)
9. En quoi est-ce innovant par rapport à l'existant	C'est la première fois qu'un tel projet se développe : => Visibilité des femmes africaines en diaspora hautement qualifié et sur le terrain
10. Durée de l'action avant impact ?	3 ans pour récolter, compiler, aller sur le terrain + avant la fin de la décennie de la femme africaine, présenter le rapport pour mettre l'outil (compétences des femmes) en action pour le développement des pays d'origine des femmes africaines en diaspora

- Philippe Destatte demande comment l'inscription de ce projet au plan d'action peut être utile ?
- Mariam Touré répond que cela permet une cohésion quant à l'émergence des femmes professionnelles : il s'agit de repérer les talents de Millennia2015 sur le terrain et hors Afrique.
- Annette Ntignoi (Belgique) précise qu'il conviendrait de parler également de reconnaissance de ces compétences et de compléter cette action par un travail de recherche sur l'impact de la migration au développement de l'Europe.
- Mariam Touré signale que la reconnaissance n'est pas du pouvoir d'AWODIAG ou de Millennia2015 contrairement à la visibilité.
- Julienne Feza (Belgique/RDC) estime qu'il s'agit d'une action intéressante pour quantifier l'apport financier des femmes, par les transferts de fonds, dans le développement de leur pays d'origine.
- Philippe Destatte rappelle que ce sujet est lié mais distinct de la banque de données présentée par Mariam Touré.

Action concrète 15

1. Qui propose l'action ?	Halima Fodi et l'Association nigérienne des Éducatrices pour le Développement – ANED (Niger)
2. A quels enjeux répond cette action ?	5
3. Quelles finalités activent cette action ?	Mettre en œuvre des activités à destination de tous les acteurs et intervenants de l'éducation (parents, enseignants, gouvernement, élèves)
4. A quel niveau de gouvernance se situe-t-elle ?	Applicable à tout niveau
5. Quel est son titre ?	Intégration de la dimension du genre dans le système éducatif
6. De quoi s'agit-il ?	<ul style="list-style-type: none"> - Former les acteurs à comprendre la question du genre et à l'intégrer dans leurs systèmes éducatifs (de la préparation des cours aux comportements face aux élèves) - Respecter les spécificités de chaque élève - Impliquer les parents au niveau des associations et des comités de gestion des établissements scolaires
7. Qui pourrait la réaliser (acteurs) ?	Les organisations de la société civile
8. Quels sont les moyens humains et financiers nécessaires ?	Frais de formation et de suivi + recrutement des formateurs
9. En quoi est-ce innovant par rapport à l'existant	Ces différents acteurs n'ont jamais travaillé ensemble => Instauration d'un dialogue croisé entre la base et les responsables politiques entre le gouvernement, les parents, les enseignants et les élèves
10. Durée de l'action avant impact ?	

Action concrète 16

1. Qui propose l'action ?	Tislem Moctar Samba au nom de son ONG (Mauritanie)
2. A quels enjeux répond cette action ?	
3. Quelles finalités activent cette action ?	Ecoute, assistance et prise en charge des femmes victimes de violence
4. A quel niveau de gouvernance se situe-t-elle ?	
5. Quel est son titre ?	Centre d'écoute pour les femmes victimes de violence
6. De quoi s'agit-il ?	Création de 2 centres d'écoute pour les femmes victimes de violences domestiques, conjugales et sexuelles
7. Qui pourrait la réaliser (acteurs) ?	
8. Quels sont les moyens humains et financiers nécessaires ?	- Moyens humains : animatrices, juristes, sages-femmes - Moyens financiers : 25000€
9. En quoi est-ce innovant par rapport à l'existant	
10. Durée de l'action avant impact ?	2 ans

Solange Goma (France/Congo Brazzaville) propose de développer des supports audios (discussion, radio) afin d'assurer une plus grande communication

Action concrète 17

1. Qui propose l'action ?	Azza Awdelkreem (Soudan)
2. A quels enjeux répond cette action ?	
3. Quelles finalités activent cette action ?	Autonomisation économique des femmes
4. A quel niveau de gouvernance se situe-t-elle ?	D'abord national
5. Quel est son titre ?	Microcrédit à distance avec report de remboursement
6. De quoi s'agit-il ?	Prise en charge de microcrédits par des consultants à distance avec développement d'une activité de suivi et de conseil. Le remboursement se fait quand les femmes atteignent une indépendance de revenu
7. Qui pourrait la réaliser (acteurs) ?	Les femmes
8. Quels sont les moyens humains et financiers nécessaires ?	
9. En quoi est-ce innovant par rapport à l'existant	- Innovation dans le service de conseil à distance (contact par email) - Innovation dans le fait que les frais remboursés sont prêtés à d'autres femmes
10. Durée de l'action avant impact ?	3 ans avant les premières évaluations. Il s'agit d'une action à caractère continu

Azza Awdelkreem a souhaité rappeler que l'islam exige le respect des femmes. Les femmes et les hommes ont les mêmes droits dans le mariage par exemple.

Action concrète 18

1. Qui propose l'action ?	Fatou Keita Guindo (France)
2. A quels enjeux répond cette action ?	1 et 3
3. Quelles finalités activent cette action ?	Renforcement des capacités et mise en valeur des savoir-faire autochtone + Réalisation d'une base de données des savoirs culturels et artistiques
4. A quel niveau de gouvernance se situe-t-elle ?	
5. Quel est son titre ?	Renforcement des capacités et mise en valeur des savoir-faire autochtones par la création d'une base de données des savoir-faire culturels et artistiques
6. De quoi s'agit-il ?	<ul style="list-style-type: none"> - Collecte des différentes activités culturelles et artistiques existant en Afrique avec renforcement des techniques et diffusion par la création d'une chaîne d'info => Echanger pour mutualiser et reprendre confiance - Si pas accès à internet : diffusion en continu via des écrans - Diffusion de toutes les bonnes pratiques sur support papier ou électronique (ex : bulletin électronique ou papier sur les formations existantes)
7. Qui pourrait la réaliser (acteurs) ?	Les femmes et les hommes => Sortir la question du genre de la sphère féminine et inclure les hommes
8. Quels sont les moyens humains et financiers nécessaires ?	Moyens de communication : radio, écran, newsletter électronique et sur papier
9. En quoi est-ce innovant par rapport à l'existant	
10. Durée de l'action avant impact ?	

Action concrète 19

1. Qui propose l'action ?	Marguerite Hong, Réseau training, santé et nature (France) Projet présenté par Solange Goma
2. A quels enjeux répond cette action ?	2, 3 et 7 (l'environnement et les personnes âgées)
3. Quelles finalités activent cette action ?	- Protection des personnes ou groupes vulnérables - Autonomisation des femmes - Amélioration de la santé et de la nutrition
4. A quel niveau de gouvernance se situe-t-elle ?	Local Au Congo Brazzaville : développement au niveau des départements et des communes avant une extension nationale
5. Quel est son titre ?	MOBIKISI (= celle qui t'apporte de l'aide)
6. De quoi s'agit-il ?	Problème initial : les femmes se retrouvant sans travail et avec peu de revenus à la retraite + le problème du reboisement => Il s'agit de développer une activité principale de 5 à 10 ans afin d'assurer une retraite financière ou en nature aux participantes.
7. Qui pourrait la réaliser (acteurs) ?	Les femmes partant à la retraite s'organisent pour monter une sous-activité de MOBIKISI : 1 femme = 1 projet Chaque femme = 1 hectare de forêt pour cultiver du miel ou des huiles essentielles
8. Quels sont les moyens humains et financiers nécessaires ?	
9. En quoi est-ce innovant par rapport à l'existant	Développement d'un système d'épargne tout en préservant l'environnement + développement d'une bourse d'affaires pour la transformation des produits + création d'une mutuelle (le taux sera décidé par les femmes)
10. Durée de l'action avant impact ?	



Autres actions concrètes

Hawa Sidibé (Mauritanie)

Elle salue l'ensemble des participant-e-s et remercie Millennia2015. Elle propose d'installer dans toutes les régions de Mauritanie, des **panneaux solaires afin de faciliter l'accès des femmes à l'information et à la communication**. Sans cet accès, les femmes ne pourront s'autonomiser. Elle signale que l'accès aux TIC est important pour avancer vers l'autonomisation.

Elle rappelle qu'il faut travailler sur le terrain, il ne faut pas être leader pour nous-mêmes mais pour les femmes et leur avancement : "si on ne fait pas ce qu'on dit, on n'avance pas." Il faut travailler sur la réalité car beaucoup de femmes souffrent sur le terrain. Elle lance un appel international aux bailleurs de fonds. Elle salue la présence de ses sœurs et appelle les femmes à être réalistes avec elles-mêmes, **il faut "travailler main dans la main avec nos sœurs arabes et européennes pour avancer concrètement."** Elle suggère d'aller sur le terrain et de faire un recensement des femmes alphabétisées, des femmes sachant utiliser les TIC.

Martha Llanos (Pérou) et Mme Arnel (France)

Elles rappellent l'importance des arts et des artistes dans le processus d'alphabétisation des femmes. Elles proposent de réfléchir à de nouveaux modèles de leadership basé sur la créativité.

Marie-Anne Delahaut apprécie l'idée et leur suggère de créer un **groupe international de travail sur les arts comme vecteur d'autonomisation**.

Ngozi Nwosu (Nigeria)

Elle a présenté un projet susceptible de devenir une action concrète du plan d'action de Millennia2015

Problème : les femmes victimes de violences s'affrontent entre elles car elles n'ont pas d'activité. L'oisiveté conduit à la violence.

Idée : Développer des activités génératrices de revenus (AGR) simple (vente de banane, kassav, etc) par l'attribution d'un prêt sans intérêt

=> Les conflits cessent car les femmes ont une activité. Suite au remboursement, ces femmes peuvent refaire un prêt plus important pour développer leurs activités. Ainsi la question de l'apport ne se pose plus puisque que ces femmes ont des fonds propres issus de leurs activités.

Projet pour le futur : Etendre ce projet et ouvrir un centre d'enseignement continu avec le développement de compétences de production.

Ce projet a fait l'objet de nombreuses remarques notamment concernant les crédits et microcrédits.

- Solange Chetou du Bénin estime qu'il faut réfléchir autrement à cet apport car un crédit à taux 0% ou à taux réduit permet de tenir quelques mois pour développer des AGR mais au fil du temps, la marchandise diminue et ne peut se renouveler.
Par ailleurs, parallèlement à ces revenus et aux microcrédits, les femmes ont la charge de la famille. Elles doivent donc rembourser une dette avec intérêt par des journées de travail de 8h à 22h. Cela devient complexe pour la situation des femmes.
Solange Chetou pose la question de "quel bénéfice apporte le microcrédit ? Cela soulage t-il réellement les femmes ?"
- Mariam Touré (France) estime qu'il faut repenser le système du microcrédit qui n'aide pas les femmes sur le long terme. Elle estime que **"le microcrédit n'est pas une solution au développement, c'est une faillite"**. Elle demande si Millennia2015 a les moyens de débattre sur les microcrédits ?



- Philippe Destatte répond que le projet de Ngozi Nwosu ne porte pas uniquement sur le microcrédit mais sur le développement d'AGR et d'un centre de formation. Il propose d'approfondir ce projet avant de le valider comme action concrète.

Quant à la question du microcrédit, il répond que Millennia2015 n'a pas les moyens de décider du sort du microcrédit mais pourrait de débattre sur ce système de financement. Il propose de créer un groupe de travail sur le microcrédit afin de réfléchir à ses apports, ses limites et à des solutions alternatives en vue de préparer un plaidoyer auprès des autorités compétentes.

Toutou Mint Ahmed Jeddou (Mauritanie)

Elle a présenté un projet pouvant être transformé en action concrète.

Objectif : Prévention des litiges et violences conjugales familiales et formation des greffiers et inspecteurs de police.

Comment ?

- Organisation d'une journée de sensibilisation sur les litiges familiaux et les violences conjugales à un public concerné ou pouvant véhiculer un message
- Vulgarisation de la connaissance des droits et devoirs des femmes avec prise en compte des conséquences sur les enfants

Groupes cibles : les chefs de famille, les associations de genre, les organisations de la société civile, les acteurs du système judiciaire et de la police

Résultats escomptés : sensibilisation des femmes quant aux litiges familiaux et aux violences conjugales; vulgarisation du code du statut personnel mauritanien pour la connaissance juridique; orientation vers la médiation sociale avec un appui du plaidoyer par l'Etat

Philippe Destatte demande en quoi ce projet aboutira t-il en devenant une action concrète du plan d'action de Millennia2015 ? Ce projet doit être approfondi afin d'y être intégré si cela s'avère utile.



Résumé des actions concrètes de Millennium2015 formulées à l'UNESCO

Formulation d'actions concrètes avec le canevas

1. Proposer un processus de budgétisation au niveau national selon l'approche genre et le vulgariser afin que chacune comprenne les procédures de budgétisation étatique (Solange GOMA, France/Congo Brazzaville);
2. Créer, un collectif national des femmes pour accorder des crédits taux à 0%, avec conditions de moralité locales et un renforcement de l'accès à l'éducation (Julienne FEZA, Belgique et Halima Boubacar FODI, Niger);
3. Former les femmes à la connaissance de leurs droits et renforcer des capacités des femmes à défendre leurs droits (Khaliva OUMKHELTOUM, Mauritanie);
4. Prendre en charge les soins notamment psychologiques des femmes et des filles victimes de violences liées à la guerre en y associant les activités génératrices de revenus et la mise en valeur des savoirs faire pour une autonomisation économique et une plus grande confiance en soi (Solange MER, RDC/France);
5. Créer un observatoire sur l'entrepreneuriat féminin pour identifier les contraintes à l'entrepreneuriat, trouver des solutions pour les dépasser et identifier l'apport économique des femmes au développement au Sénégal (Nicole GOMIS GAKOU, Sénégal);
6. Vulgariser la Résolution 1325 des Nations Unies en RDC par la création d'un observatoire (Annie Matundu-Mbambi, RDC)
7. Intégrer la question genre à l'école au niveau primaire en Haïti par les OSC puis par une appropriation par les acteurs étatiques (Communauté Millennium2015 Haïti);
8. Mettre en réseau et structurer les communautés de Millennium2015 (Communauté Millennium2015 Haïti)
9. Création de clubs de genre dans les écoles par les élèves avec soutien du corps enseignant pour créer des espaces inclusifs afin de combattre les inégalités et croyances coutumières discriminatoires (Justin HAGENA KAKUMBA, RDC);
10. Appuyer les jeunes filles dans les options maths et sciences pour les soutenir dans leur processus d'accès aux carrières scientifiques pour une réussite professionnelle et sociale (Julienne FEZA, Belgique);
11. Instaurer un système de mentorat et d'accompagnement des femmes dans leur processus de participation citoyenne (Annette NTIGNOI, Belgique);
12. Renforcer les capacités des femmes, les perfectionner dans certains domaines pour développer des AGR, les sensibiliser quant à leurs droits et à l'affirmation de leur capacité à se réaliser afin de les sortir de la violence (Communauté Millennium2015 Bénin);
13. Prendre en charge au plan santé et aider à la réinsertion sociale des femmes victimes de fistules (Khadijetou CHEIKH LO, Mauritanie);
14. Coopérer pour transcender en réalité : créer un répertoire des compétences professionnelles africaines en diaspora (Mariam TOURE, France);
15. Former l'ensemble des acteurs de l'éducation (enseignants, élèves, parents, gouvernements) à la prise en compte du genre dans le système éducatif (Halima FODI, Niger);
16. Créer deux centres d'écoutes et d'assistance pour les femmes victimes de violence (Tislem MOCTAR SAMBA, Mauritanie);
17. Développer un système de micro crédit à distance avec suivi, assistance et report de remboursement (Azza AWDELKREEM, Soudan);



18. Renforcer les capacités des femmes par la mise en valeur des savoir-faire autochtones et créer une base de données des savoirs culturels et artistiques (Fatou KEITA GUINDO, France);
19. Assurer une retraite financière aux femmes tout en préservant l'environnement et en développant un système d'épargne et des activités de productions artisanales locales par l'attribution d'un hectare de forêt à cultiver (Marguerite HONG et le Réseau training, santé et nature, France)

Autres proposition à finaliser en action concrètes

20. Développer l'installation de panneaux solaires pour rendre les TICs accessible aux femmes et renforcer leur alphabétisation et leur accès à l'information et au savoir (Hawa SIDIBE, Mauritanie);
21. Intégrer les arts dans le processus d'alphabétisation, d'autonomisation et de leadership (Martha LLANOS, Pérou et Mme ARNEL, France);
22. Ouvrir un centre d'enseignement continu avec acquisition de compétences opérationnelles et accès au microcrédit (Ngozi NWOSU, Nigeria) => *mis en débat*
23. Prévenir les litiges familiaux et les violences conjugales par la sensibilisation, la vulgarisation de la connaissance juridique et la formation (Toutou MINT HAMED JEDDOU, Mauritanie)
24. Construire un nouveau modèle d'évaluation de manière participative et réflexive + créer des **indicateurs d'évaluation transversaux propres à Millennia2015** en partant des actions concrètes (Raphaëla KITSON-PANTANO et Francisca MIRANDA, France) => *cfr actes de la deuxième session plénière sur les axes stratégiques*

Fin de session

Cette session s'est conclue par une validation de la majorité des actions concrètes proposées. Certaines devront être approfondies. Philippe Destatte insiste sur le **caractère novateur** que l'action doit présenter afin d'être plus solide. Un canevas de formulation des actions concrètes sera mis en ligne sur le site Millennia2015 afin que l'ensemble des membres du Think Tank puisse contribuer à la construction du plan d'action. Ces actions seront à valider par la communauté Millennia2015 afin d'être intégrées au plan d'action de Millennia2015 pour l'autonomisation des femmes.

Il salue la **mobilisation et l'interaction des participant-e-s** qui ont permis de concrétiser cette phase stratégique. Il salue également la création de nouveaux groupes de travail sur le microcrédit, la connaissance des droits, les arts ainsi que la mise en route d'une réflexion sur les méthodes d'évaluation de Millennia2015.

* * * * *



An action plan for women's empowerment

International conference organized by The Destree Institute and the Millennium2025 Foundation, PUF with the patronage of the UNESCO at its headquarters in Paris

Monday 3 and Tuesday 4 December 2012

Third plenary session – Tuesday 4 December 2012 From strategic priorities to Millennium2015 concrete actions

Following the modification added to the strategic priorities and the introduction by Philippe Destatte to the concrete actions during the Millennium2015 conference's second plenary session, the participants, alone or in groups, have formulated the following concrete actions.

The concrete actions are formulated corresponding to the 10 questions' form, to be adapted if necessary:

1. Who proposes the action?
2. To which issue(s) does this action correspond?
3. What are the ultimate aims of this action?
4. To which level of governance this action could be tackled?
5. What is its title?
6. What is the content of this action?
7. Who could realize it (actors)?
8. What are the human and financial resources needed?
9. Is it innovative if you compare it to what exists?
10. How much time that action has to last before impact?

Some concrete actions had been validated by all the participants. Some actions must be dealt with in depth. Some concrete actions opened debates on specific issue. Some participants presented projects that already exist and that can become concrete actions.

During that third session, Philippe Destatte insisted on the importance of the **innovative aspect** of the concrete action.

Formulating Millennium2015 concrete actions

Concrete action 1

1. Who proposes the action?	Solange Goma and the Foundation for African Women (France/Congo Brazzaville)
2. To which issue(s) does this action correspond?	2,3, 6
3. What are the ultimate aims of this action?	Showing a new model of governance
4. To which level of governance this action could be tackled?	National
5. What is its title?	Process of budgeting at a national level with a gender approach
6. What is the content of this action?	For everyone, understanding how the national budget is elaborated. Understanding from which ministries or commissions does women's money come? Interest: transparency Interest for women: Understanding how is a budget built? How is it allocated so that women take over the process and are able to claim for it (in reference to Annie Matundu Mbambi remarks)
7. Who could realize it (actors)?	- The civil society - The parliamentarians by their support
8. What are the human and financial resources needed?	- Communication costs - Publication costs : booklet for each country
9. Is it innovative if you compare it to the existing?	Mass mobilization to demand a transparent budgeting easily understandable for each country
10. How much time that action has to last before impact?	No more than 6 months in order to have current and true data

Solange Goma pointed out that this already exists in Botswana but the inter countries mass mobilization is innovative and can be more efficient to get results. Besides, she insisted on the appropriation by women of a simplified budgeting system.

Solange Mer (DRC) reminded that some actors must not be forgotten: traditional chiefs and local chiefs. They must be taken into account as women ask for advice to those actors in particular in regions with conflicts.

Solange Goma replied that they can be included in the next phase of the action.

Julienne Feza (Belgium/DRC) added that is it an essential issue for countries with a popular economy which have remuneration budget. She reminded that 80% of the beneficiaries are men. In parallel to the action of budgeting with a gender approach, she suggested that an action of budgeting of the popular economy financing could be considered.

Nicole Gomis Gakou (Senegal) explained that such an initiative had been launched in Senegal so that the Senegalese understand what the State budget is and what actions are dedicated to women. They had been confronted to a major problem: State officials misunderstanding. Indeed, the ministry of Foreign Affairs and the ministry of Finances sent the initiative to the ministry of Women Entrepreneurship. She deplored that transverse appropriation of gender approach between the different State stakeholders did not exist.

Concrete action 2

1. Who proposes the action?	Julienne Feza and the National group of women (DRC/Belgium)
2. To which issue(s) does this action correspond?	5 and 3
3. What are the ultimate aims of this action?	Help women being more responsible of their lives, help them acquiring economic empowerment
4. To which level of governance this action could be tackled?	Local thanks to local economic structures
5. What is its title?	Increase the financial capital of women by granting them credit with a 0% rate and local requirements of integrity
6. What is the content of this action?	<ul style="list-style-type: none"> - Increasing women's capital so that they can have economic leadership and they can be real actors taken into account in the societ. - Helping women with income-generating activities being more competitive thanks to a support with a 0% rate microcredit. => Economic leadership leads to political and scientific one.
7. Who could realize it (actors)?	Women with income-generating activities
8. What are the human and financial resources needed?	Human needs: mobilization of women organization in order to create a national group with economic finalities (going beyond humanitarian and social support)
9. Is it innovative if you compare it to the existing?	Innovation in the definition of local standards of good character instead of western ones + Transposition of the guarantee to the group with support and assistance specific to each country with its cultural specificities (ex: In Africa, the Tontines are a huge success whereas access to banks is a failure)
10. How much time that action has to last before impact?	At least 2 years before the first assessments

Halima Boubacar Fodi (Niger) suggested completing that action with a section about literacy as there is a link between literacy and microcredit. Indeed, even if adults literacy is functional, attendance rate decrease. However, women can be helped pursuing their trainings thanks to microcredit. That action would combine women and girls' education and economic strengthening.

Nicole Gomis Gakou (Senegal) agreed with Halima Fodi about decrease in attendance rate. She underlined that the major problem is that there isn't literate environment once the literacy classes are over. For example, there is no document in languages that women learned for the improvement of the process of agricultural transformation.

Concrete action 3

1. Who proposes the action?	Khaliva Oumkheltoum (Mauritania)
2. To which issue(s) does this action correspond?	4, 5
3. What are the ultimate aims of this action?	Helping women knowing their rights and those of their children
4. To which level of governance this action could be tackled?	National
5. What is its title?	Dissemination of the knowledge of women's rights and strengthening of their capacities to defend their rights
6. What is the content of this action?	Make women aware of their rights and of the Mauritanian Code on Personal status so that they know their rights in the private sphere (engagement, divorce, children, etc)
7. Who could realize it (actors)?	Jurists who know the family law
8. What are the human and financial resources needed?	- Human needs: 4 lawyers, 4 facilitators, 4 coordinators - Financial need: 25000€
9. Is it innovative if you compare it to the existing?	
10. How much time that action has to last before impact?	

Khaliva Oumkheltoum pointed out that in Mauritania, women and children are the first victims when the husband leaves the house. Divorce is orally delivered. With the Mauritanian Code on personal status, women can demand their rights and struggle for their application. However that process must be initiated by them. To start such a process they must know their rights and the Mauritanian code on personal status.

Agatha Ikposhi from Nigeria approved that action. However she suggested another level of governance: local governance by women and for women. Such processes have already been initiated but they failed because the level of governance did not enable a real appropriation. National level requires negotiations and a kind of propaganda whereas local level boosts grassroot women to work together for them.

Marcia Cohen (USA) also estimated that women's knowledge of their right is essential. She underlined that if those rights exist, they must be recognized and executed. She suggested implementing a system of access to juridical assistance thanks to the creation of an international team of voluntary lawyers.

Philippe Destatte approved Marcia Cohen's idea and suggested her creating an **international working group on rights**.

Concrete action 4

1. Who proposes the action?	Solange Mer and the Foundation for forgotten children (DRC)
2. To which issue(s) does this action correspond?	1, 4, 5
3. What are the ultimate aims of this action?	Finding solutions to find solutions to the problems and mechanisms of support of psychological cares
4. To which level of governance this action could be tackled?	Local (everywhere in rural with participation of traditional chief and villages chiefs) then national and international
5. What is its title?	Care and psychological support for women and girls victims of violence due to wars
6. What is the content of this action?	Meeting fundamental needs : restoring confidence thanks to psychological care, highlighting their know-how, creating networks of women who are trained and who will relay their knowledge
7. Who could realize it (actors)?	All the stakeholders: traditional chiefs, women and men
8. What are the human and financial resources needed?	- Human needs: sensitizers, technicians who will train women to improve their activities, agronomists for the development of agricultural activities - Financial needs: local + output from donors to avoid charity
9. Is it innovative if you compare it to the existing?	- Struggling against charity and development of local activities to enable women staying in the village: avoiding rural exodus - Combination of income-generating activities and psychological care - Creation of network of women who are trained and who relay the knowledge before becoming trainers
10. How much time that action has to last before impact?	3 years

Fazal-Ur Rehman (France) insisted on how important it is to protect girls.

Marie-Nelege Byron (Haiti) pointed out that a network of raped women could institutionalize rapes linked to wars. She suggested expanding that network of support of psychological to women who are not victims of violence. For each zone, a group of women that relay knowledge should be created.

Solange Mer précised that such a network will not be only dedicated to women who are victims of rapes but to women who are victims of all kind of violence due to wars.

Concrete action 5

1. Who proposes the action?	Nicole Gomis Gakou and the Association of women business leaders of Senegal - UFCE
2. To which issue(s) does this action correspond?	Transverse action to all the strategic priorities with an economic specificities
3. What are the ultimate aims of this action?	Contribute to the good governance and to the change of women entrepreneurial policies
4. To which level of governance this action could be tackled?	
5. What is its title?	Observatory of women's entrepreneurship
6. What is the content of this action?	Identifying the obstacles to entrepreneurship, finding solutions to go over them and collecting disaggregated data about the economic contribution of women to the development of Senegal
7. Who could realize it (actors)?	The civil society, the private sector and NGOs
8. What are the human and financial resources needed?	
9. Is it innovative if you compare it to the existing?	Innovative method and emergence of a women economic leadership
10. How much time that action has to last before impact?	Two years for the implementation before reflection for its perpetuation

Concrete action 6

1. Who proposes the action?	Annie Matundu Mbambi and the Women's International League for Peace and Freedom – WILPF (DRC)
2. To which issue(s) does this action correspond?	2, 3 and 6
3. What are the ultimate aims of this action?	Peace and security thanks to the creation of an observatory on gender, peace and security in DRC
4. To which level of governance this action could be tackled?	Local, provincial then national
5. What is its title?	Popularization of the United Nations Security Council Resolution 1325
6. What is the content of this action?	The United Nations Security Council Resolution 1325 had been adopted in October 2000 but is not known in DRC whereas it is essential. It is based on 3 principles that are not applied in DRC: participation of women , protection and prevention, promotion and empowerment
7. Who could realize it (actors)?	Women with the Federation of African women
8. What are the human and financial resources needed?	- Communication: audiovisual promotion Currently, a simplified booklet of the UNSCR 1325 is being written to be spread in DRC
9. Is it innovative if you compare it to the existing?	
10. How much time that action has to last before impact?	

Solange Goma (France/Congo Brazzaville) suggested spreading that resolution in national languages through Medias and local means of communication: radio, theatre, etc.

Solange Chetou (Benin) reminded that the non-application of laws and the non-respect of rights is a major problem. She pointed out that it is hard to train women in rural areas as they are scared. The husband's family can create problems. She suggested giving more information to refine those projects.

Concrete action 7

1. Who proposes the action?	Millennia2015 Haiti community
2. To which issue(s) does this action correspond?	7
3. What are the ultimate aims of this action?	Implementing a process of monitoring, follow-up and assessment specific to Millennia2015 by creating synergies with local structures
4. To which level of governance this action could be tackled?	
5. What is its title?	Structuring and networking of Millennia2015 communities
6. What is the content of this action?	Objective structuring of Millennia2015 communities while making them operational at a national level
7. Who could realize it (actors)?	Millennia2015 communities members
8. What are the human and financial resources needed?	- Human needs: Millennia2015 coordinators - Financial needs: specific applications to donors + self-financing: debiting a percentage on communities concrete actions
9. Is it innovative if you compare it to the existing?	Building an international network of monitoring and advice for a follow-up that is adapted and structured to Millennia2015 action
10. How much time that action has to last before impact?	Networks and actions must be more structured before having an impact

Concrete action 8

1. Who proposes the action?	Millennia2015 Haiti Community
2. To which issue(s) does this action correspond?	2
3. What are the ultimate aims of this action?	Including gender mainstreaming issues in schools for knowledge, sharing and debates
4. To which level of governance this action could be tackled?	National
5. What is its title?	Including gender mainstreaming issues in school
6. What is the content of this action?	At the elementary school level, tackling with students topics about gender and gender discrimination
7. Who could realize it (actors)?	Firstly the teachers and the civil society organizations; then the humanitarian agencies and eventually State stakeholders
8. What are the human and financial resources needed?	
9. Is it innovative if you compare it to the existing?	
10. How much time that action has to last before impact?	5-year pilot project

Concrete action 9

1. Who proposes the action?	Justin Hagen Kakumba (Rwanda)
2. To which issue(s) does this action correspond?	Macro issue 2
3. What are the ultimate aims of this action?	Changing mentalities, struggling against inequalities between men and women all together to solve that issue
4. To which level of governance this action could be tackled?	From community members and civil society with the support of local authorities. Then turning to schools and universities management
5. What is its title?	Creation of gender club
6. What is the content of this action?	
7. Who could realize it (actors)?	Firstly : the beneficiaries = students with the support of the community and in coordination with the teachers by the creation of inclusive space on gender.
8. What are the human and financial resources needed?	Human needs: mobilization of members of Millennia2015 DRC-GL community Financial needs: Calling donors to get funding
9. Is it innovative if you compare it to the existing?	Innovative action because: - this does not exist in the region - transformation of discriminatory beliefs thanks to young people and particularly the students
10. How much time that action has to last before impact?	

Concrete action 10

1. Who proposes the action?	Julienne Feza and SOFAD (Belgium/DRC)
2. To which issue(s) does this action correspond?	Equal access of girls and boys to careers in sciences and technologies
3. What are the ultimate aims of this action?	Changing mentalities
4. To which level of governance this action could be tackled?	Provincial (firstly Kinshasa then other provinces of the country)
5. What is its title?	Encouraging young girls in mathematics and sciences option
6. What is the content of this action?	Accessing professional and social success thanks to access to ICTs
7. Who could realize it (actors)?	Members of SOFAD and FEDE
8. What are the human and financial resources needed?	- Human needs: Members of SOFAD and FEDE + mobilisation of the members of Millennia2015 DRC-GL community - Financial needs: looking for fundings
9. Is it innovative if you compare it to the existing?	Innovation through the communication: breaking down stereotypes such as "humanities and social sciences are for girls" by broadcast of spots of theatre or slam groups , etc in schools
10. How much time that action has to last before impact?	- 1 st quarter of 2013: spots broadcast in Kinshasa to raise awareness of last grade girls before raising awareness in other classes - 2015: Mid-term evaluation based on the increase of girls in sciences and mathematics option.

That project has already started.

Concrete action 11

1. Who proposes the action?	Annette Ntignoi (Belgium)
2. To which issue(s) does this action correspond?	
3. What are the ultimate aims of this action?	Development of leadership and of women citizen participation
4. To which level of governance this action could be tackled?	International level
5. What is its title?	Mentoring system for women's citizenship
6. What is the content of this action?	Supporting women in their process of citizen participation through learning the rules and coaching in health, education, development cooperation => Providing a space for exchanges and actions where women with knowledge will guide women who need it
7. Who could realize it (actors)?	Retired women, women with knowledge
8. What are the human and financial resources needed?	
9. Is it innovative if you compare it to the existing?	Intercultural and intergenerational link
10. How much time that action has to last before impact?	

Concrete action 12

1. Who proposes the action?	Blanche Honvou and the Millennia2015 Benin Community
2. To which issue(s) does this action correspond?	Issues 1, 2 and 3
3. What are the ultimate aims of this action?	Strengthening women capacities and improving them in some areas: hairdressing, sewing, photography to develop income-generating activities (IGA)
4. To which level of governance this action could be tackled?	Civil society organizations
5. What is its title?	Ways and means to help women in Porto Novo peri urban areas breaking out from violence
6. What is the content of this action?	Informing, training and giving women tools to have IGA - knowledge about their rights and existing laws - raising women's awareness to citizen participation and affirmation of their capacity to fulfil themselves
7. Who could realize it (actors)?	Specialist in IGA or credit management, etc
8. What are the human and financial resources needed?	
9. Is it innovative if you compare it to the existing?	
10. How much time that action has to last before impact?	4 months

Justin Hagena Kakumba pointed out that specifying the town limits the project popularization.

Blanche Honvou answered that project is specific to Porto-Novo but it could be adjusted to other cities.

Concrete action 13

1. Who proposes the action?	Khadijetou Cheikh Lo (Mauritania)
2. To which issue(s) does this action correspond?	Issues 1 and 2
3. What are the ultimate aims of this action?	Providing better care for women who suffer from fistula
4. To which level of governance this action could be tackled?	Local before a generalisation
5. What is its title?	Medical care and social reintegration of women with fistula
6. What is the content of this action?	3 phases for the project : 1. Outreach and recruitment of women suffering from fistula 2. Surgery assumed by a Mauritanian association 3. Financing of IGA
7. Who could realize it (actors)?	NGOs and local associations
8. What are the human and financial resources needed?	- Financing of IGA development= 25000€ - Installation of technical equipment
9. Is it innovative if you compare it to the existing?	
10. How much time that action has to last before impact?	24 months

That project has already started with the support of UNFPA.

Annie Matundu-Mbambi (DRC) who is interested in that project pointed out that it could be duplicated in DRC and in many African regions.

Concrete action 14

1. Who proposes the action?	Mariam Touré and AWODIAG (France)
2. To which issue(s) does this action correspond?	Variables 26, 35, 40, 47, 51
3. What are the ultimate aims of this action?	Succeed in giving visibility to expertise of women of the Diaspora for: - better progresses - better coherence
4. To which level of governance this action could be tackled?	
5. What is its title?	Cooperate with African women to take action
6. What is the content of this action?	Going out from the dream to concretely go in the field, taking advantage of the African Union declaration about the African Women Decade (2010-2020). => Elaborating a directory of the Diaspora professional skills : establishing contact with African women of the Diaspora in Asia, in America, in Europe => Developing lobbying activities at the African Union, the African bank, The United Nations, etc
7. Who could realize it (actors)?	African women of the Diaspora and women in the field
8. What are the human and financial resources needed?	African Women of the Diaspora and partner organizations
9. Is it innovative if you compare it to the existing?	Innovation in the goals of the project: visibility of highly skilled African women of the Diaspora and of women in the field
10. How much time that action has to last before impact?	3 years for collecting and compile data + going in the field + before the end of the African Women Decade: submitting the report to implement required tools for development of countries of origin of African women of the Diaspora.

- Philippe Destatte asked her why adding that project to the Action plan can be useful?
- Mariam Touré answered that this will enable having a cohesion about emergence of professional women: it is about identifying Millennia2015 talents on the field and outside Africa.
- Annette Ntignoi (Belgium) pointed out that it could also be interesting speaking about recognition of those skills and furthers that action with research on the impact of migration on Europe development.
- Mariam Touré underlined that unlike visibility, recognition is out of Millennia2015 and AWODIAG capacities.
- Julienne Feza (Belgium/DRC) reckoned that it is an interesting action for quantifying the financial input of women to development of their country of origin through money transfer.
- Philippe Destatte reminded that there is a link between her suggestion and the action but it is different from the database that Mariam Touré suggested.

Concrete action 15

1. Who proposes the action?	Halima Fodi and the Nigerian association of educators for development (ANED)
2. To which issue(s) does this action correspond?	5
3. What are the ultimate aims of this action?	Implementing activities for education stakeholders (parents, teachers, government, students)
4. To which level of governance this action could be tackled?	Can be applicable at all levels
5. What is its title?	Integrating the gender mainstreaming into the education system
6. What is the content of this action?	<ul style="list-style-type: none"> - Raising actors awareness about gender issues in order for them to include gender equality in the education system (from cursus preparation to behaviour towards the students) - Respecting specificities of each student - Involving parents through schools association and management committees
7. Who could realize it (actors)?	Civil society organizations
8. What are the human and financial resources needed?	Costs for training, follow-up and recruitment of trainers
9. Is it innovative if you compare it to the existing?	Those different stakeholders have never worked together => Setting up a top-down and bottom-up dialogue between the government, parents, teachers and students
10. How much time that action has to last before impact?	

Concrete action 16

1. Who proposes the action?	Tislem Moctar Samba and her NGO (Mauritania)
2. To which issue(s) does this action correspond?	
3. What are the ultimate aims of this action?	Providing listening, caring and assistance to women victims of violence
4. To which level of governance this action could be tackled?	
5. What is its title?	Listening centre for women victims of violence
6. What is the content of this action?	Creation of 2 listening centres for women victims of domestic, marital and sexual violence
7. Who could realize it (actors)?	
8. What are the human and financial resources needed?	- Human needs: coordinators, jurists, midwives - Financial needs: 25000€
9. Is it innovative if you compare it to the existing?	
10. How much time that action has to last before impact?	2 years

Solange Goma (France/Congo Brazzaville) suggested developing audio support (conversation, radio) to expand the communication.

Concrete action 17

1. Who proposes the action?	Azza Awdelkreem (Sudan)
2. To which issue(s) does this action correspond?	
3. What are the ultimate aims of this action?	Women's economic empowerment
4. To which level of governance this action could be tackled?	National at first
5. What is its title?	System of distance-assisted microcredit with deferred repayment
6. What is the content of this action?	Development of a system of microcredit managed remotely by consultants who also ensure the assistance, monitoring and follow-up. Women reimburse when they become economically independent.
7. Who could realize it (actors)?	Women
8. What are the human and financial resources needed?	
9. Is it innovative if you compare it to the existing?	- Innovation of the service of remote counselling (by email). - Innovation because reimbursed costs are loaned to other women
10. How much time that action has to last before impact?	3 years before the first assessment. This is a permanent and ongoing action

Azza Awdelkreem insists on the fact that Islam requires respecting women. Women and men have the same rights in the marriage for example.

Concrete action 18

1. Who proposes the action?	Fatou Keita Guindo (France)
2. To which issue(s) does this action correspond?	1 and 3
3. What are the ultimate aims of this action?	Strengthening of capacities and valorisation of indigenous know-how + Elaboration of a database of artistic and cultural knowledge
4. To which level of governance this action could be tackled?	
5. What is its title?	Strengthening of women's capacities and valorisation of indigenous know-how through the creation of a database of artistic and cultural knowledge
6. What is the content of this action?	<ul style="list-style-type: none"> - Collecting the different cultural and artistic activities existing in Africa with techniques strengthening and broadcasting through the creation of a news channel => Exchange to pool and restore confidence - If there is no access to internet, the broadcasting can be continuous through screens - Dissemination of good practices on paper or electronically (ex: newsletter on trainings that exist)
7. Who could realize it (actors)?	Women and men => Take gender issues out of feminine sphere and include men
8. What are the human and financial resources needed?	Communications means: radio, screen, electronic or print newsletter
9. Is it innovative if you compare it to the existing?	
10. How much time that action has to last before impact?	

Concrete action 19

1. Who proposes the action?	Marguerite Hong, Network training, health and nature Solange Goma presented the project
2. To which issue(s) does this action correspond?	2, 3 and 7 (environment and the elderly)
3. What are the ultimate aims of this action?	<ul style="list-style-type: none"> - Protection of vulnerable people or groups - Women's empowerment - Health and nutrition improvement
4. To which level of governance this action could be tackled?	Local In Congo Brazzaville: development at departmental and communal levels before a national enlargement
5. What is its title?	MOBIKISI (= the one who helps you)
6. What is the content of this action?	Initial problem: women without work and with few income once retired + the problem of reforestation => Developing a main activity during 5 to 10 years in order to enable participants having an in kind or financial retribution
7. Who could realize it (actors)?	Women who are preparing their retirement can start a sub-activity of MOBIKISI: women = 1 project Each woman = 1 hectare of forest to cultivate honey or essential oils
8. What are the human and financial resources needed?	
9. Is it innovative if you compare it to the existing?	<ul style="list-style-type: none"> - Development of a system of savings while protecting environment - Development of business grant for products transformation - Creation of a mutual fund (rate is decided by women)
10. How much time that action has to last before impact?	

Other concrete actions

Hawa Sidibé (Mauritania)

She paid tribute to all participants and thanked Millennia2015. She suggested setting up **solar panels in all Mauritania's regions, in order to make women access to information and communication easier**. Without that access, women could not be empowered. She pointed out that access to ICT is important to go towards to empowerment.

She reminds us that we need to work in the field, we must not be leaders for ourselves but for women and for their advancement: "if we do not do what we say, we do not go ahead". We must work on the reality because many women suffer in the field. She launches an international call to donors. She welcomes her sister's attendance and calls women to be realistic with themselves. **It is important to "work hand in hand with our Arab and European sisters to concretely go ahead"**. She suggests going in the regions and conducting a census about women who can read and those who can use ICT.

Martha Llanos (Peru) and Ms. Arnel (France)

She reminds how important it is to include arts and artists and women's process for literacy. They suggest thinking about new model of leadership based on creativity.

Marie-Anne Delahaut approves their idea and suggests them to create an **international working group about arts as empowering tool**.

Ngozi Nwosu (Nigeria)

She presents a project that can become a concrete action of Millennia2015 action plan.

Major problem: Women who are victims of violence pit against each other because they do not have any activity. Idleness leads to violence.

Idea: Developing simple income-generating activities (sales of bananas, kassav, etc) by granting a 0% rate loan

=> Conflicts stop because women have an activity. After the reimbursement, those women can have a larger loan to enhance their activities. As a result, personal input is no longer an issue given that women will gain their own incomes from their activities.

Project for the future: Expand that project and open a centre for continuous education with development of production skills

This project induces many remarks especially about credits and microcredit.

- Solange Chetou (Benin) reckons that we must think differently about that input because a 0% rate credit or a low-rate credit help for few months developing IGA but goods decrease and cannot be renewed. Moreover, while developing their activities, having IGA and reimbursing their credits, women are responsible for their families. So they must reimburse a debt with interest by working from 8am to 10pm. This makes women's situation harder. Eventually she asked: "What does microcredit brings to women? Does this really relieve women?"
- Mariam Touré (France) fels that microcredit system must be redesigned because it does not help women on the long run. She declares that "**microcredit is not a solution to development, it is a failure.**" She asks whether Millennia2015 is able to do something about microcredits?
- Philippe Destatte answers that Ngozi Nwosu's project is not only on microcredit, but that it includes development of IGA and creation of a training centre. He suggests refining it before validating it as a concrete action.



Concerning the debate about microcredit, he answers that Millennia2015 has not means to determine microcredit future but a discussion about the system can be initiated. He suggests creating **an international working group on microcredit** to think about its inputs, its limits and about alternative solutions in order to frame an advocacy plan addressed to the competent authorities.

Toutou Mint Ahmed Jeddou (Mauritania)

She presents a project that can become a concrete action.

Objective: Preventing disputes and domestic violence and training of clerks and police staff.

How?

- Organizing a family disputes and domestic violence awareness day to the interested parties or to those who can spread a message
- Popularizing knowledge about rights and duties of women while thinking about consequences for children

Target group: heads of families, gender associations, civil society organizations, actors in the judicial system and police staff

Expected results: awareness of women about family disputes and domestic violence; popularization of Mauritanian code on personal status for juridical knowledge; orientation towards social mediation with State support for advocacy

Philippe Destatte asks how this project can lead to a concrete action of Millennia2015 action plan. He points out that it must be redefined to be included in the action plan if needed.



Summary of the Millennia2015 concrete actions formulated at the UNESCO

Concrete actions formulated with the framework

1. Process of budgeting at a national level with a gender approach (Solange GOMA, France/Congo Brazzaville);
2. National association of women to give credits with 0% rate and local requirements of integrity combined with an access to education (Julienne FEZA, Belgium et Halima Boubacar FODI, Niger);
3. Raising women's awareness about their rights and strengthening their capacities to defend their rights (Khaliva OUMKHELTOUM, Mauritania);
4. Care and psychological support for women and girls victims of violence due to wars while integrating the development of income-generating activities and highlighting their know-how (Solange MER, DRC/France);
5. Creation of an observatory on women entrepreneurship to identify social, economic or political constraints to entrepreneurship as well as women's contribution to the economic development (Nicole GOMIS GAKOU, Sénégal);
6. Popularization of the United Nations Security Council Resolution 1325 in DRC with the creation of an observatory (Annie Matundu-Mbambi, DRC);
7. Networking and structuration of Millennia2015 communities at a regional level (Millennia2015 Haiti community);
8. Integration of gender mainstreaming issues and approach at schools primary level in Haiti (Millennia2015 Haiti community);
9. Creation of gender clubs in schools (Justin HAGENA KAKUMBA, Rwanda);
10. Supporting girls in sciences and mathematics options accessing scientific careers for a social and professional success (Julienne FEZA, Belgium);
11. Mentoring system to support women in their process of citizen participation (Annette NTIGNOI, Belgium);
12. Strengthening women capacities, improving them in skilled areas and making them aware of their rights and of the importance of citizen participation to take them out of violence (Millennia2015 Benin community);
13. Medical care and social reintegration of women with fistula (Khadijetou CHEIKH LO, Mauritania);
14. Cooperate with African women to take action, elaborating a directory of the Diaspora professional skills (Mariam TOURE, France);
15. Integrating the gender mainstreaming into the education system (Halima Boubacar FODI, Niger);
16. Creation of 2 listening centres for women victims of domestic, marital and sexual violence (Tislem MOCTAR SAMBA, Mauritania);
17. Developing a system of distance-assisted microcredit with follow-up and deferred Repayment (Azza AWDELKREEM, Sudan);
18. Strengthening of women's capacities and valorisation of indigenous know-how through the creation of a database of artistic and cultural knowledge (Fatou KEITA GUINDO, France);
19. Ensuring income to retired women while protecting environment, developing a savings system and activities of hand-crafted local production (Marguerite HONG and the network Réseau training, health and nature, France);



Other suggestions to refine into concrete action

20. Setting solar panels for women's access to ICTs that will enable them strengthening their literacy and their access to information and knowledge (Hawa SIDIBE, Mauritania);
21. Including arts in literacy, empowerment and leadership process (Martha LLANOS, Pérou et Mme ARNEL, France);
22. Opening a centre for continuous education with acquisition of operational skills and access to microcredit (Ngozi NWOSU, Nigeria);
23. Preventing disputes and domestic violence while training clerks and police staff (Toutou MINT AHMED JEDDOU, Mauritanie);
24. Building a new model of participative and reflexive assessment while building transverse assessment indicators specific to Millennia2015 basing on concrete actions (Raphaëla KITSON-PANTANO et Francisca MIRANDA, France) => cf Proceedings of the second plenary session on strategic priorities

End of the session

That session ended by the validation of most of the suggested concrete actions. Some actions must be refined. Philippe Destatte insists on the importance of the innovative aspect that the action must contain to be stronger. The framework to formulate concrete actions will be on Millennia2015 website so that all Millennia2015 members can suggest their concrete actions and contributions to Millennia2015 action plan. Those actions will have to be validated by Millennia2015 community before being including into Millennia2015 action plan for women's empowerment.

He thanks **participants for their great mobilization and interaction**. They have enabled making the strategic phase a reality. He welcomes the creation of IWG on rights, arts and microcredit as well as the suggestion of thinking about Millennia2015 assessment methods.

* * * * *